

La mairie de Grenoble méprise le syndicalisme ?

A partir du 1er juillet, le syndicat départemental

Solidaires pourrait être expulsé !

- **Depuis 2 ans**, la mairie de Grenoble explique à l'union départementale Solidaires Isère qu'elle doit quitter ses locaux afin d'engager une opération immobilière de destruction/reconstruction au bénéfice d'une association au service de la personne en situation de handicap, l'Apajh.
- **En décembre 2016**, nous recevons un courrier de rupture de convention d'occupation, une semaine plus tard un courrier d'huissier d'invitation à quitter les lieux dans un délai de 3 mois, et deux jours après l'huissier se déplace pour nous signifier l'expulsion.
- La mairie n'a cessé de nous proposer, en guise de dédommagement, d'intégrer des locaux inadaptés à notre fonctionnement.
- **En février 2017**, changement de ton de la mairie : elle reconnaît nos besoins et s'engage à nous trouver un lieu adapté. Les paroles furent mises en acte 1 mois plus tard. Notre convention est prolongée de 3 mois (jusqu'au 30 juin) et un local nous est proposé en mars avec demande à ce que nous prenions une décision très rapide.
- Alors qu'en une semaine les multiples syndicats composant notre structure départementale apportaient leur accord pour cette solution, **la mairie nous convoque subitement pour nous signifier que ces nouveaux locaux ne sont plus disponibles**. Ils sont désormais réservés à 3 associations de solidarités internationales, et Solidaires doit intégrer au plus vite les locaux que la mairie avait précédemment reconnu comme inadaptés à notre fonctionnement.

Solidaires Isère résistera de toutes ses forces

Voilà qui ressemble aux procédés employés dans les entreprises. C'est pendant les vacances d'été qu'on licencie et qu'on restructure. Ce fut aussi le cas pour l'évacuation du bidonville d'Esmonin. Que la mairie soit assurée d'une chose : juillet ou septembre nous ne partirons pas sans une proposition de relogement décent.

Que ce soit face à un patron, à un banquier, ou à un maire, nous lutterons pour nos droits !

Nous ne nous soumettrons pas !

Inadmissible !

La mairie de Grenoble tente de culpabiliser Solidaires en prétendant que notre présence dans nos locaux (que nous occupons depuis 17 ans) met en péril un projet associatif.

Renseignements pris auprès de l'association Apajh (Solidaires y a une section syndicale) il n'y a... aucun impératif ! Ni de temps, ni de lieu !

Est-ce digne de la part d'un maire qui a appelé à voter pour la France insoumise (9 jours seulement avant le 1er tour des présidentielles) ?

Quand le "Rassemblement" divise !

Après les artistes, les travailleurs sociaux et les bibliothécaires, la mairie de Grenoble s'attaque aux associations et aux syndicats.

Le maire de Grenoble, engagé dans sa politique d'austérité, mène désormais son offensive contre les associations. Nombre d'entre elles sont révoltées par l'attitude de la mairie. Tous les moyens sont bons pour les mettre au pas, elles dénoncent une « municipalisation des associations ». Elles doivent se plier à l'autoritarisme de la garde rapprochée du maire sous peine d'être exécutées.

2 des 3 associations intègrent le local initialement proposé à Solidaires car la mairie a mis fin à leurs subventions. Elles ne peuvent plus payer leur loyer. Elles n'ont pas le choix, elles sont à la rue.

Malgré les manœuvres de la mairie, Solidaires Isère se refuse de tomber dans un climat de rivalité entre syndicats et associations. Nous comprenons les difficultés de nos camarades des associations et nous les soutenons dans leur combat.